



# Communiqué de presse

117/21

Montreuil, le 18 octobre 2021

## Catastrophe annoncée aux urgences

Le manque de médecins à l'hôpital public et plus particulièrement dans les services d'urgence est connu depuis de nombreuses années et les différents gouvernements sont restés sourds aux revendications des praticiens. Face à cette incurie, la situation s'est aggravée ces dernières années avec une fuite accélérée des médecins de l'hôpital public, épuisés et désabusés face à une absence de perspectives d'amélioration de leur situation.

La seule réponse du gouvernement actuel a été de se focaliser sur l'intérim avec une vision strictement financière, avec comme objectif de limiter le niveau des rémunérations. Mais il faut rappeler à ces libéraux qui nous gouvernent et qui nous expliquent que la loi du marché qu'ils mettent en avant s'applique ici brutalement : ce qui est rare est cher, les médecins sont rares, donc ils sont chers !

Il faut sortir très rapidement de cette impasse au risque d'assister à la veille de l'hiver à la fermeture partielle, voire totale de près de 150 à 200 services d'urgences en France.

La première exigence est le report de la loi dite Rist de plafonnement des tarifs de l'intérim.

La deuxième exigence est d'éviter la fuite des médecins des hôpitaux publics en valorisant la pénibilité liée au travail de nuit, des week-ends et des jours fériés, en augmentant les indemnités de garde et de temps de travail additionnel. Ainsi, l'intérim deviendra bien moins intéressant financièrement et les médecins qui ont quitté l'hôpital pourraient y revenir.

Troisième exigence : il est urgent de réguler l'installation des médecins en ville et leur affectation dans les établissements hospitaliers. Il s'agit d'une mission essentielle de l'Etat afin que le principe constitutionnel d'égalité de traitement de tout citoyen quel que soit son lieu de résidence sur le territoire soit respecté.

Enfin, la question politique que constitue l'avenir de notre système de santé est centrale aujourd'hui. La crise a montré que nous avons besoin d'un service public mieux armé, avec notamment plus de personnel et de moyens matériels, financé par une sécurité sociale qui prenne en charge l'ensemble des besoins de la population. Les médecins de l'Hôpital public ont été très nombreux avec les personnels à défendre cette vision lors du grand mouvement qui a débuté en 2019. Ils continueront demain à défendre cet objectif avec la population qui a applaudi aux fenêtres lors du confinement et que nous appelons à se mobiliser aujourd'hui pour être enfin entendus.